

hodierna  
missio  
societatis  
jesu  
est  
fidei  
servitium  
cui

**promotio justitiae**

ut  
exigentia  
absoluta  
pertinet

**exchanges \* échanges \* intercambios**

No. 2

Mars 1977

(1) ECHANGES : OUVRONS LE DIALOGUE

p. 16

- |  |                                       |
|--|---------------------------------------|
| (1) Ce que devrait être PJ                   | (2) Comment devrait se                |
| (3) Programme de travail du Se-<br>crétariat | présenter PJ                          |
| (5) Pancheshila du développement             | (4) Développement et/ou<br>libération |
| (6) Publications                             | (7) L'avenir                          |

Cette partie reste le coeur et la justification de Promotio Justitiae. A vous de lui donner vie et d'en faire un instrument utile par ses informations.

(2) ARTICLE : LA SECURITE NATIONALE ET LES CHRETIENS

p. 21

A l'heure où la 32e CG nous rappelle que "l'évangélisation est proclamation de la foi qui agit dans l'amour des hommes : elle ne peut se réaliser vraiment sans promotion de la justice" (d. 4, 28), un nombre croissant de jésuites se trouvent dans des situations où une telle action est qualifiée de subversive. Que peuvent-ils ou doivent-ils répondre ? Peut-être n'y a-t-il pas de réponse unique. Cet article propose simplement quelques options possibles et vous invite à y réfléchir.

(3) DOCUMENT : L'ENSEIGNEMENT SOCIAL DE L'EGLISE

p. 26

L'enseignement social de l'Eglise est-il mort ou inadapté ou ni l'un ni l'autre ? On a récemment beaucoup écrit sur cette question. Voici un point de vue, pas particulièrement récent, venant d'Amérique Latine. Etes-vous d'accord ? Sinon, pouvez-vous nous écrire et nous dire pourquoi ?

(4) NOUVELLES

p. 29

(5) PUBLICATIONS

p. 35

OUVRONS LE DIALOGUE

Nous avons déjà reçu 32 lettres à la suite de notre premier numéro de PJ, allant du simple accusé de réception ou du changement d'adresse aux commentaires importants ou aux critiques. Ces lettres sont venues de 17 pays. Ce n'est pas encore une avalanche, mais c'est un bon départ pour un dialogue. Nous ne verserons donc pas dans le pessimisme du poète se plaignant qu'écrire un livre de vers était comme laisser tomber un pétale de rose dans le Grand Canyon et en attendre l'écho !

Dans l'ensemble, les réactions sont positives et encourageantes. Cela va de : "Excellent premier numéro... Très bon départ, qui sera très bien reçu de nombre d'entre nous qui sommes sur le terrain" (PHILIPPINES), à : "Je ne sais pas si cela sera un instrument utile" (ITALIE). Presque tous ceux qui ont écrit ont dit qu'ils étaient heureux de le recevoir et désiraient être mis sur la liste des abonnés. Quelques-uns ont demandé des exemplaires supplémentaires, d'autres ont donné les noms de quelques SJ dont ils pensaient qu'ils le liraient et en tireraient profit. Cette dernière initiative est excellente et j'aimerais encourager les lecteurs de ce numéro à faire de même. Nombre des commentaires les plus développés ont été très utiles et certains devraient être le point de départ d'un dialogue. Nous les regroupons ici sous sept titres, en essayant de reprendre les textes originaux.

(1) CE QUE DEVRAIT ETRE PJ

- "L'une des questions brûlantes de notre vie religieuse est de savoir comment nous comprenons et vivons la promotion de la justice. Tout ce qui peut aider à approfondir et à clarifier notre mission en ce domaine sera un apport considérable pour la Compagnie et pour l'Eglise. Aujourd'hui, alors qu'il y a tant de différences dans les attitudes, les expériences et les points de vue, il nous faut en être instruits. C'est pourquoi je pense que le bulletin peut nous aider à vivre ici notre universalité et notre catholicité" (MEXIQUE).
- "Le but de ce bulletin doit être pratique plutôt que théorique. Il doit pousser la Compagnie en général et ceux d'entre nous qui travaillent en ce domaine en particulier à nous engager toujours plus effectivement, avec les pauvres et au milieu des pauvres, à une vraie libération. Voyant les choses du point de vue du Tiers-Monde, spécialement d'Amérique Latine, je pense que, plus que de littérature, la Compagnie et l'Eglise ont besoin d'un authentique engagement en faveur des sans-privilèges. Malheureusement cela n'arrivera que quand nous pourrons changer les structures qui nous enchaînent... Notre passé, notre formation, notre aisance, nos relations, notre conception de la société, notre genre de travail, les gens que nous fréquentons, notre philosophie de la vie sont des

facteurs qui nous conditionnent de telle manière qu'ils nous lient à la classe dominante. Le problème est d'autant plus sérieux que nous n'en avons pas conscience. . . Aussi est-ce une tâche capitale pour ce bulletin que d'aider la Compagnie à se libérer de ces liens" (COLOMBIE).

- "Je pense qu'il est très important, pour ceux qui sont engagés dans le travail social, d'avoir à leur disposition une publication qui les incite à évaluer et à adapter leurs propres ministères et leur style de vie à la lumière de la 32ème CG, à comprendre que ce qui est dit de la foi et de la justice leur (nous) est aussi adressé. Je pense aussi que ceux qui sont engagés dans le travail social dans le monde ont besoin d'avoir leur propre identité, spécialement à la lumière de l'appel adressé à tous les jésuites de servir la foi et de promouvoir la justice, en sorte que tous ceux qui sont dans le travail social ne soient pas simplement rangés dans une grande catégorie et ne perdent pas le sens de leur irremplaçable contribution au ministère de la foi et de la justice. Il me semble que votre Secrétariat et votre bulletin peuvent grandement aider en ce sens" (USA).

(2) COMMENT DEVRAIT SE PRESENTER PJ

Le style : plusieurs sont revenus sur la nécessité d'un style simple et direct.

- "J'espère que vous garderez le style simple et cordial du premier numéro. C'est la raison pour laquelle je l'ai lu en entier. Je ne pense pas qu'il y ait opposition entre profondeur et un style simple et agréable. Par exemple, dans l'article, simplicité et clarté ne vous ont pas empêché de donner un bon tableau des étapes du développement. Un tel style aidera ceux qui sont très pris ou ont quelques difficultés à écrire pour collaborer ou faire connaître leurs expériences ou leurs idées" (MEXIQUE).
- "Le ton général du premier numéro était bien personnel. Nous aimons cela" (PHILIPPINES).
- "Très bon; rien de 'romain'; utile; simple" (MEXIQUE)
- "J'apprécie le fait que vous n'avez pas publié et ne voulez pas publier un bulletin luxueux ou coûteux" (ITALIE).

Réactions des lecteurs :

- PJ devra "répondre au besoin d'une discussion ouverte avec d'autres publications traitant des problèmes sociaux d'une manière trop unilatérale" (EQUATEUR).
- "Je dirais que désirer avoir des réactions régulières des lecteurs est un but ambitieux. L'expérience de ma Province m'a appris que très peu écrivent pour dire leurs réactions. . . Bonne chance !" (USA).
- "J'espère bien que, grâce à PJ, nous deviendrons plus capables d'écouter ce que le peuple dit ou imprime, et non pas seulement ce

que nous disons et écrivons nous-mêmes, en sorte que tout ce que nous disons et écrivons reflète les sentiments, les aspirations et les besoins du peuple" (PHILIPPINES).

- "J'espère que les intéressés à la base prendront le temps de communiquer leurs expériences, et que nous ne lirons pas trop de comptes rendus de travailleurs sociaux en chambre" (FRANCE).

Le titre :

- "Le titre du bulletin me semble très juste" (MEXIQUE).
- "Le titre me laisse perplexe. L'esprit du Décret 4 de la 32e CG n'est pas de séparer justice et foi, mais de souligner le lien qui les unit étroitement. Le titre du bulletin me semble séparer ce que la CG a clairement indiqué comme devant être uni" (ITALIE). - Ce n'est certainement pas notre intention. En plaçant le titre au milieu de la citation du Décret 4 nous avons voulu souligner que la promotion de la justice doit être une partie de notre service de la foi et que les deux choses ne peuvent pas être séparées (Ed.)

Auteurs et autorité de PJ :

- Il est bon que PJ ne représente pas le point de vue officiel de la Curie. Mais la Curie devrait parfois exprimer une opinion ou un jugement sur des questions d'intérêt général. En essayant de rester toujours neutre, le bulletin risque de faire naître confusion et divisions (ITALIE).  
- Nous aimerions avoir d'autres opinions sur cette question.(Ed.)
- Trois lecteurs au moins se sont plaints de ne pas savoir qui était l'éditeur et ont demandé de faire connaître son nom. - Or ceci a été fait à la dernière page !

(3) PROGRAMME DE TRAVAIL DU SECRETARIAT

Un grand intérêt a été suscité par notre proposition de constituer des centres ou "pôles" de réflexion sur les relations et le dialogue entre marxistes et chrétiens.

- "Si l'on veut étudier sérieusement un sujet si important, il faut être totalement libérés des tabous qui nous entourent parfois et font tant de mal. Il faut éviter toute manière simpliste d'accepter sans esprit critique ou de rejeter au nom d'un dogmatisme. Notre cas est complexe, car l'affrontement entre le christianisme et ces idéologies n'est pas le même en Amérique Latine et en Europe. Notre situation face au marxisme et/ou au socialisme est une question de vie ou de mort" (COLOMBIE).
- Ces pôles ne devraient pas être des institutions permanentes (problème du CLACIAS), mais souples, des groupes 'ad hoc'. Ils nous aideraient beaucoup en clarifiant les problèmes et en établissant des critères en un domaine où il n'y a pas seulement des opinions différentes, mais des doutes et des confusions dangereuses. La collaboration ne devrait pas être limitée aux membres des Instituts Sociaux. (EQUATEUR).

- Très surpris qu'on ne tienne pas compte de pays comme la Pologne. Au lieu d'établir un centre en France ou en Espagne, ne vaudrait-il pas mieux en avoir un en Autriche avec la possibilité de contacts avec l'Europe de l'Est ? (ITALIE).

(4) DEVELOPPEMENT ET/OU LIBERATION ?

Plusieurs ont écrit qu'ils avaient trouvé cette présentation utile, deux qu'ils auraient aimé qu'on insiste plus sur le développement intégral et sur la libération religieuse, et un qu'il comptait l'utiliser pour un exposé dans un important séminaire. Un autre a trouvé que c'était trop schématique et donc artificiel. D'Amérique Latine nous sont venues deux opinions intéressantes et opposées :

- "Description précise. Pour moi, il n'y a aucun doute que notre problème dans le Tiers-Monde n'est pas tant celui du développement que celui de la libération. Cela ne signifie pas qu'ils s'excluent, comme le remarque justement la note 3 de la page 7; mais aussi longtemps qu'une libération effective de nos peuples n'est pas à la base de tout développement, le problème est mal posé. Le problème de l'Amérique Latine n'est pas simplement celui d'un manque de développement, mais celui de la dépendance et de l'oppression. Il ne peut être résolu seulement en tendant la main sans changer les relations. Il faut un processus de libération qui modifie les structures. ." (COLOMBIE).
- "La thèse soutenue par l'article est que, puisque le développement a échoué, les pauvres doivent prendre une autre route dont 'le premier pas doit être un effort pour se libérer de toutes les forces d'oppression les maintenant dans un état de dépendance'. Ceci est présenté comme une alternative au type de développement qui implique des programmes d'industrialisation en édifiant des infrastructures, en créant des emplois, en accroissant le revenu national. Mais si cela échoue, les nations en voie de développement ne seront-elles pas simplement condamnées à un égal partage de la pauvreté ? N'est-il pas plus réaliste d'organiser les forces de production en des unions puissantes et bien dirigées pouvant discuter des politiques de développement sur un pied d'égalité avec les capitalistes et les technocrates et assurer ainsi une plus juste répartition des fruits du développement ? Ou bien veut-on suggérer qu'une vraie libération des secteurs marginaux consiste à libérer les travailleurs de leur dépendance de firmes privées pour dépendre de l'Etat comme seul propriétaire des moyens de production ? " (EQUATEUR).

(5) LE PANCHESHILA DU DEVELOPPEMENT

Ce document a été l'objet de grands éloges de la part de ceux qui en parlent.

- "J'ai été frappé par le P. du D., et j'en ai tout de suite envoyé un exemplaire au P. X., spécialisé dans l'organisation des communautés, en l'encourageant à vous envoyer ses réflexions" (USA).
- "En réfléchissant à l'excellente causerie du P. Michael v. d. Bogaert, je trouve qu'il souligne bien une spiritualité et une sagesse populaire acquises durant des siècles d'humiliation" (PHILIPPINES).
- "J'ai trouvé l'article P. du D., juste et éclairant. C'est là le genre de choses utiles à connaître qui donnent un encouragement concret à travailler au milieu du peuple" (COLOMBIE).
- "Le document P. du D. est aussi schématique, mais il fait allusion à des réalités sociales et est rempli de remarques importantes. L'auteur de ces courtes notes se réfère à une expérience dans le peuple, et comme tel il m'intéresse. Ces quelques remarques contiennent d'ailleurs plus qu'elles ne le laissent entendre" (FRANCE).

J'aimerais remercier le P. Michael et le féliciter, lui qui m'a envoyé, depuis, trois autres articles, tous traitant des communications et de l'organisation chez les peuples ruraux et de civilisation tribale. J'espère les utiliser dans les prochains numéros, spécialement ce qu'il a écrit sur Les Administrateurs en Espadrilles. Ceux qui désireraient ces articles peuvent écrire directement à l'auteur : Michael v. d. Bogaert SJ, Xavier Institute of Social Service, RANCHI 834 001, INDIA.

#### (6) PUBLICATIONS

Cette section a aussi été appréciée, bien qu'un lecteur seulement nous ait signalé un titre à faire connaître (on le trouvera à sa place dans ce numéro). Puissent d'autres suivre cet exemple ! Un autre a soulevé la question de savoir si PJ devrait seulement mentionner articles et livres ou en donner une brève analyse critique. Il pensait qu'une bibliographie serait inutile sans cette analyse. Et VOUS, qu'en pensez-vous ?

L'un des articles que nous avons signalés semble, cependant, avoir suscité une forte controverse en France : Une logique influente, de François Denantes, dans les Etudes d'octobre 1976. Le P. Noël Barré, lui-même prêtre ouvrier et Délégué du Provincial à la Mission Ouvrière, m'a demandé de publier une mise en garde pour les lecteurs de PJ. Il m'a envoyé un document de huit pages contenant les réactions de prêtres-ouvriers jésuites en France qui se plaignent à la fois du contenu et des circonstances de publication de cet article. Il est malheureusement impossible de reproduire ici ce document; les reproches sont surtout centrés autour du manque d'objectivité, de la simplification excessive, du point de vue unilatéral de l'article, du fait que celui-ci avait été écrit sans consultation ou discussion avec les autres membres de l'équipe.

(7) L'AVENIR

Une requête concrète nous est venue du MEXIQUE. Que peut faire PJ pour nous aider à nous préparer à la 3ème Assemblée Générale des Evêques d'Amérique Latine à Mexique, en 1978 ? L'auteur nous rappelle que la rencontre des Provinciaux d'Amérique Latine au Brésil et la fameuse Lettre de Rio qui en résulta ont eu un grand impact sur ce qui arriva à Medellín. Quelle peut être maintenant la contribution de la Compagnie à cette prochaine et également importante rencontre ? Suggestions ?

\*\*\*\*\*

ARTICLE

LA SECURITE NATIONALE ET LES CHRETIENS

Il semble que l'Etat de Sécurité Nationale (ESN) est là pour rester. On a beaucoup écrit sur ce sujet au cours des derniers mois (voir PUBLICATIONS). Un assez large consensus semble s'être fait sur les points suivants :

- Bien que fortement enracinée dans le passé, la question de l'ESN sous sa forme moderne représente un phénomène nouveau et assez récent.
- Le nombre des pays qu'on peut dire concernés par le problème augmente dans toutes les parties du monde.
- Malgré des différences locales, la stratégie et la tactique utilisées par les ESN ont beaucoup de points communs.
- La philosophie ou l'idéologie sous-jacente devient de plus en plus nette et claire.
- L'ESN interpelle directement l'Eglise, au plan théologique et au plan pastoral.

Qu'est-ce que l'ESN ? La caractéristique de base, que l'on retrouve partout, est la concentration du pouvoir entre les mains d'une petite élite dirigeante, souvent militaire, qui exerce le pouvoir d'une manière absolue en vue de préserver la sécurité du pays contre toutes les attaques venant de l'intérieur ou de l'extérieur. La pensée sur laquelle s'appuie cette prise de position se développe ordinairement selon les lignes suivantes :

- L'un des facteurs dominants du monde d'aujourd'hui est la lutte pour le pouvoir entre deux grands blocs : celui de l'Ouest, chrétien, et celui de l'Est, matérialiste. Cette lutte, totale et permanente, se poursuit à tous les niveaux, territoriaux, économiques, idéologiques.
- Aucun Etat ne peut rester neutre. Tous les Etats sont donc en situation de lutte ou de guerre.
- Pour mener cette guerre, l'Etat doit avoir tous les pouvoirs. Un individu ne peut exister en dehors de la nation, et la nation ne peut rien sans l'Etat. L'Etat est donc souverain.
- Toute la politique de l'Etat - aux plans économique, politique, social, éducatif - doit être subordonné à son objectif essentiel, la lutte pour le pouvoir afin d'assurer sa sécurité nationale.
- Dans la plupart des pays du Tiers-Monde, le seul groupe capable de mener à bien cette politique est l'Armée, directement ou par le moyen d'un gouvernement qu'elle contrôle.

Les résultats concrets d'une telle attitude sont évidents et de plus en plus visibles dans de nombreux pays :

- La démocratie traditionnelle est regardée comme dépassée et comme incapable de résoudre les problèmes actuels.
- Il faut un gouvernement fort recourant à tout ou partie des mesures suivantes : suspension des garanties constitutionnelles, interdiction des syndicats et des grèves, contrôle des universités, censure de la presse, mise hors la loi des parties politiques, contrôle de la justice, etc.
- Quiconque s'oppose à ces mesures est coupable de subversion et donc de trahison. Toute arrestation arbitraire et même la torture sont justifiées.
- Son dangereux en puissance non seulement tous les communistes, mais quiconque a des sympathies gauchistes ou est engagé dans des mouvements de développement humain ou de conscientisation.
- En partie à cause de ses liens internationaux, la forme la plus effective de développement économique est souvent regardée selon un modèle libéral qui favorise les investissements étrangers et l'entreprise privée. Parfois, cependant, on rend hommage en paroles à une forme de socialisme qui n'est, en fait, qu'un contrôle de l'Etat.

Dans les pays du Tiers-Monde, la seule organisation assez forte pour s'opposer à l'absolutisme de l'ESN est souvent l'Eglise. Pourtant, ceux qui sont au pouvoir affirment être eux-mêmes de bons chrétiens et attendent une étroite alliance entre l'Eglise et l'Etat puisque tous deux sont unis dans une même lutte contre le marxisme athée. Pour récompenser son soutien, on offre divers privilèges à l'Eglise : l'enseignement de la religion dans les écoles publiques, la censure des publications attaquant la morale chrétienne, un financement et une aide matérielle accordés aux institutions chrétiennes, la participation des autorités civiles aux cérémonies religieuses officielles, etc.

Quelle doit être la réaction de l'Eglise ? Appui, acceptation critique, opposition ouverte ? Il est impossible de donner des principes généraux ou une règle universellement valable. Plus que jamais, les chrétiens sont appelés à "analyser avec objectivité la situation propre à leur pays" en se conformant aux principes donnés dans Octogesima Adveniens (3-5). Tous doivent participer à ce discernement, et tous doivent "reconnaître comme légitimes des manières de voir par ailleurs opposées entre elles en ce qui concerne l'organisation des choses terrestres" (Gaudium et Spes, 75). Cependant, malgré le danger de simplification, il semble qu'il vaille la peine de délimiter en gros trois grandes options et de voir ce qu'il y a derrière chacune d'elle. Pour faire vite, nous les appellerons des options de droite, du centre et de gauche.

L A D R O I T E

- (1) STRATEGIE : Soutenir le gouvernement et collaborer avec le gouvernement autant que possible. Si les intérêts ou les enseignements de l'Eglise viennent à être directement menacés, se montrer ferme. Cependant toute tension doit être l'objet de discussions et de négociations.
- (2) JUSTIFICATION : En politique, le gouvernement doit toujours bénéficier du doute. Et il y a presque toujours quelque doute. Les droits civils conçus à la manière américaine ne sont pas tous des droits humains essentiels. De toute manière, seuls en ont joui quelques hommes appartenant aux classes moyennes et supérieures, et personne n'en jouirait plus si les communistes arrivaient au pouvoir. Ce qui intéresse les masses c'est bien plus la paix, l'ordre et le développement économique que des droits abstraits. La politique du gouvernement favorise de tels objectifs. Sans doute y a-t-il des abus, et ils doivent être corrigés. Mais ils existaient aussi sous les régimes antérieurs. Ils ne sont pas voulus par ceux qui sont au pouvoir et ne sont pas intrinsèquement liés au système.
- (3) THEOLOGIE : Le rôle essentiel de l'Eglise est un rôle spirituel. Elle n'est pas directement concernée par la forme de gouvernement. Elle peut s'adapter à toute forme aussi longtemps qu'on lui donne la liberté de travailler, de mener à bien sa mission qui est de prêcher la parole de Dieu. Pour le faire efficacement, il lui faut rester unie dans la proclamation de l'Evangile, message d'amour et de réconciliation. Il faut éviter divisions et ambiguïtés en observant les normes claires fixées par ceux qui ont autorité. Tous les chrétiens doivent en être les témoins dans leur vie personnelle et aider ainsi à corriger les injustices et les inégalités de la société.

L E C E N T R E

- (1) STRATEGIE : Elle peut aller d'une acceptation critique à une opposition, sur la base qu'une limitation des droits humains

ne peut jamais être qu'une mesure temporaire. Si elle est trop longtemps prolongée, elle conduit inévitablement à des violations injustifiables. On s'oppose aussi à un style de développement qui vient d'"en-haut" et n'est donc authentiquement humain, puisqu'il exclut la participation et tend à favoriser ceux qui sont déjà puissants et riches. Ce groupe fait tout pour essayer de maintenir la liberté d'expression en usant du haut de la chaire et dans les publications religieuses et autres moyens de communication. On s'engage directement dans un travail d'organisation sociale parmi les paysans, les ouvriers et les habitants des bidonvilles, dans des efforts en faveur des prisonniers politiques et des groupes de démunis. Certaines de ces activités recouvrent partiellement celles de la Gauche et souvent, à ce niveau, ne sont pas faciles à distinguer.

(2) JUSTIFICATION : On s'engage fortement en faveur de l'idéal d'un auto-développement des peuples. En tant que groupe, ceux qui prennent cette position ne relèvent d'aucune idéologie particulière ni d'aucun programme déterminé. Beaucoup diront que c'est aux peuples eux-mêmes qu'il appartient de développer une idéologie et un programme qu'ils tireront de leur propre expérience. Le rôle du prêtre et du religieux est d'insister sur les principes de l'Évangile et de donner des conseils quand on les applique à des situations concrètes. Certains, sentant le besoin d'une idéologie et d'un programme plus précis, veulent y parvenir dans la ligne d'un socialisme démocratique. Mais ils insistent pour dire que les choix idéologiques sont des décisions personnelles, ne découlant pas directement de la foi ni de leur place dans l'Église.

(3) THEOLOGIE : L'Église ne doit pas être seulement une Institution, jalouse de son autorité, de ses prérogatives et de ses droits, mais aussi en tant que Peuple - le Peuple de Dieu - la communauté des croyants. Et se préoccuper de ce peuple, des gens, signifie donner plus d'attention à leurs conditions de vie, aux problèmes qu'ils rencontrent, aux événements et circonstances qui les aident - ou ne les aident pas - à vivre une vie plus chrétienne et plus humaine. On reconnaît la suprématie du spirituel dans la vie des chrétiens, mais cela ne signifie pas qu'on peut négliger le temporel dans toutes ses dimensions. Paradoxalement, moins l'Église affirme être engagée dans la politique, plus elle y est engagée de fait - et souvent au détriment de sa tâche première qui est de prêcher l'Évangile. Il est impossible de concevoir une Église qui prêche l'Évangile mais qui n'a rien à dire aux gens sur les aspects politiques de leur vie.

### L A G A U C H E

(1) STRATEGIE : Ce groupe essaie de maintenir un contact et une collaboration avec le groupe du centre en vue de former un front uni d'opposition à l'État. Mais il collabore aussi de différentes manières - programmes de formation des ouvriers et des paysans, travail en faveur des habitants des bidonvilles et des prisonniers politiques, utilisation des mass media - avec des groupes de la gauche révolutionnaire, donc cer-

tains travaillent clandestinement à une révolution violente selon les principes marxistes ou maoïstes.

(2) JUSTIFICATION : Ce groupe pense que l'Évangile doit être lié aux réalités de la situation par une "analyse scientifique", d'inspiration marxiste, qui fera apparaître un programme d'action concrète. Sinon, il demeurera purement abstrait et l'Église n'est plus qu'un groupe de libéraux protestant sans efficacité contre la violation des droits civiques de l'individu. Ils pensent qu'ils peuvent influencer sur la gauche révolutionnaire de l'intérieur et l'empêcher ainsi de prendre une orientation entièrement anti-religieuse. Beaucoup ont été très impressionnés par les leaders dissidents qu'ils ont connu pendant une commune incarcération, et ils estiment hautement en eux - plus qu'une connaissance abstraite ou des possibilités de jugement - la manière dont ils se consacrent au peuple et dont ils en sont proches. Certains ont le sentiment qu'une réforme pacifique est impossible et que la question essentielle est : "Aux côtés de qui êtes-vous ? du gouvernement ou du peuple ?". Une seconde question suit immédiatement : "Qui constitue l'opposition la plus efficace au gouvernement ?" Et l'on suggère, par exemple, que les religieux qui veulent travailler pour le peuple mais hésitent à rejoindre la gauche révolutionnaire sont vraiment des "éléments vacillants", encore préoccupés de la survie de leurs institutions.

(3) THEOLOGIE : L'Église en tant qu'institution a besoin d'une réforme radicale dans ses structures et son fonctionnement. "Le Christ -explique-t-on - a eu une belle vision des choses. Marx aussi. Mais l'une et l'autre vision sont tombées dans les mains de bureaucrates. Il est nécessaire de reprendre le processus historique et de se laisser guider par l'esprit". La pensée de ce groupe est que la méthode de base pour une théologie adaptée est la praxis; la lutte pour la justice devient la lutte des classes et l'on en vient à interpréter toute la Bible en fonction de cela : la libération devient la révolution; l'inculturation devient la conscientisation; l'Église locale devient une Église populaire conduite par le peuple. Dans le même moment, certains du moins sont très sincèrement désireux de développer une spiritualité pour notre temps : "L'Esprit, plus une ouverture au marxisme; la prière, plus une immersion dans la réalité historique". Pourtant, en même temps, on observe une certaine étroitesse dans les perspectives de ceux qui semblent avoir adopté ce point de vue, une incapacité à regarder en face honnêtement ou même à discuter les faits qui ne leur conviennent pas, une certaine distorsion de l'histoire.

.....

Tout ceci est assez rudimentaire et n'est qu'une esquisse hâtive - peut-être même une caricature - de trois options possibles pour des chrétiens affrontés à l'appareil répressif de l'ESN. Nous aimerions vous demander :

- y en a-t-il d'autres ?
- y a-t-il des critères généraux permettant de discerner ce qui est le plus en harmonie avec les principes de l'Évangile ?
- que peut-on faire pour encourager le dialogue entre ces trois groupes ?

\*\*\*\*\*

L'ENSEIGNEMENT SOCIAL DE L'EGLISE

On peut distinguer trois stades dans la manière dont la pensée sociale chrétienne s'est développée en Amérique Latine.

(1) Jusqu'en 1965 environ (fin du Concile), les chrétiens étaient fermement convaincus que l'Eglise avait la mission de diriger l'action sociale. On pensait même qu'un modèle complet pour la construction d'une nouvelle société pourrait être tiré des encycliques et des documents des papes. Dans les limites de la démocratie occidentale et d'une économie de marché, beaucoup de mouvements d'Eglise (Action Catholique) ou d'organisations laïques (partis politiques ou syndicats) cherchaient dans les documents du "Magistère" un plan pour une réforme sociale qui modifierait de l'intérieur le capitalisme libéral.

(2) A partir de 1965, le schéma 13 - première forme de la Constitution Gaudium et Spes - mettait l'accent sur l'"autonomie du temporel". La nouveauté de cette constitution consistait plus dans la proposition d'une anthropologie (première partie) que dans des directives concrètes (la seconde partie ne fait guère que répéter et résumer des documents antérieurs). On sait aussi que les théologiens européens qui rédigèrent le schéma 13 ont délibérément voulu donner un nouveau tour à la pensée de l'Eglise. "Certes, la mission propre que le Christ a confiée à son Eglise n'est ni d'ordre politique, ni d'ordre économique ou social" (ce dernier point est frappant). "Le but qu'Il lui a assigné est d'ordre religieux" (n. 42, 2). Il a fallu une intervention des Evêques d'Amérique Latine (et parmi eux, de Mgr Manuel Larraín, alors président du CELAM) pour qu'on ajoute : "Mais, précisément, de cette mission religieuse découlent une fonction, des lumières et des forces qui peuvent servir à constituer et à affermir la communauté des hommes selon la loi divine".

Malgré cet important correctif, la nouvelle tendance de Gaudium et Spes visant à l'"autonomie du temporel" provoqua sur notre continent une réaction d'opposition parce qu'elle portait l'étiquette d'"européenne". Beaucoup de Latino-Américains parlaient d'un engagement social et même d'un engagement politique comme d'une conséquence directe de la foi chrétienne. Mais - non sans une certaine contradiction - ils affirmaient aussi que l'Eglise, du moins en tant qu'institution, n'avait rien à dire pour orienter cet engagement. Telle était la seule conclusion que l'on tirait des nouvelles orientations données par le Concile. Cette double prise de position fit naître une sérieuse confusion : dans un seul et même moment, la religion fut identifiée à une idéologie (en pratique un socialisme dans la ligne du marxisme) et ce que l'on appelait l'"enseignement social de l'Eglise" disparut. A quoi bon parler du rôle médiateur joué par une communauté chrétienne réfléchissant avec ses prêtres si la foi conduisait directement à une idéologie déterminée ? C'est de là que viennent les ambiguïtés de certaines théologies de la libération et des

"Chrétiens pour le socialisme". Logiquement, il n'y a qu'un pas de l'autonomie du temporel par rapport à la foi à une foi conditionnée par des idéologies. En d'autres termes, l'intention du Concile devient inexistante et l'on retourne à l'idée d'un lien entre foi et engagement, mais en l'inversant : la foi est conditionnée par l'engagement et non pas le contraire. C'est encore l'impression que l'Amérique Latine donne à l'Europe.

(3) Mais actuellement une nouvelle position se fait jour sur notre continent : on ne tient plus, comme dans le premier stade, que l'on peut tirer un modèle particulier des documents de l'Eglise, ni que la foi chrétienne est neutre face à différents engagements. Au contraire, ceux-ci sont modifiés par elle, selon certains critères des "droits humains" qui sont étroitement liés à la foi.

La question des "droits humains" ouvre une nouvelle voie, du moins lorsque les libertés fondamentales ne sont pas défendues pour des raisons tactiques mais par conviction chrétienne. La pensée sociale chrétienne apparaît maintenant dans son vrai rôle : un rôle de médiation entre foi et idéologie ou science, une sagesse qui vient d'un processus de réflexion de tous les chrétiens avec leurs pasteurs.

De ce point de vue, il est intéressant de regarder les conclusions de la Conférence des Evêques d'Amérique Latine de Medellín (1968). Ils se sont nettement écartés de la tendance propre aux auteurs du schéma 13 pour entrer dans une analyse détaillée de la réalité en accord avec la tradition chrétienne. Mais alors que les Evêques réunis à Medellín avaient été unanimes pour chercher à réinterpréter cette tradition d'une nouvelle manière (la foi modifie un engagement social conformément à ses propres critères), l'interprétation qui fut souvent donnée de ces documents a eu un effet contraire (l'engagement social modifie notre intelligence de la foi selon des critères idéologiques).

De nombreux conflits doctrinaux dans l'Eglise sont issus de ce malentendu entre les Evêques de Medellín et une interprétation de leur pensée qu'ils n'auraient jamais acceptée. Certains signes montrent que, aujourd'hui, ce que voulait originellement Medellín l'emporte parmi de nombreux prêtres et chrétiens, lesquels se tournent vers l'Evangile pour y trouver une inspiration authentique de leur apostolat et de leur action, sans confondre ou séparer complètement foi chrétienne et engagement politique.

Les circonstances ont aidé à cette évolution. L'échec de la tendance marxiste sur notre continent et le succès des tendances extrémistes en sens opposé ont, en bien des endroits, provoqué une crise de la démocratie et souligné l'importance des "droits humains" - déjà définis dans Pacem in Terris (1963) - et du rôle de l'Eglise en la matière. Beaucoup se tournent de nouveau vers la hiérarchie pour y trouver une aide. Certains le font pour des raisons tactiques, espérant amener une situation plus favorable au succès dé-

siré d'un socialisme marxiste qui abolirait nombre de ces droits. Mais beaucoup le font par conviction, convaincus que ces droits humains sont essentiels et que les chrétiens en prennent la défense pour des raisons enracinées dans les profondeurs de leur foi en Dieu et en l'homme.

Peut-être peut-on aussi voir aujourd'hui une autre raison de cette évolution : le monde (et l'Amérique Latine) entre dans une ère post-socialiste. Le socialisme, tel que le préconisait le marxisme il y a un siècle, n'est plus capable d'interpréter le monde nouveau. A la fois des experts bien informés (par exemple, le Club de Rome), des anthropologues de l'école structuraliste et des jeunes remettent en question des raisons d'ordre scientifique (destruction des ressources physiques en même temps que pollution de la terre, de la mer et de l'air) ou - à propos de certaines valeurs (destruction de l'environnement humain et de l'homme lui-même dans certains de ses aspects essentiels) - la société industrielle qui continue à être le but à la fois du libéralisme et du socialisme. Aucune de ces deux idéologies ne fournit de critères pour une réorganisation de l'espace vital de l'homme (relations villes-campagne), la restructuration des relations sociales (constitution de communautés) ou un nouveau style de vie (en limitant l'appel à la consommation et par l'utilisation de nouveaux produits). Et pourtant tout cela est condition d'une survie aussi bien de l'humanité que de l'homme lui-même. Le christianisme ne peut pas demeurer indifférent à ces considérations que le problème du monde à venir fait naître en termes nouveaux et dramatiques. Par le fait même, la mission "sociale" de l'Eglise prend une nouvelle dimension dans la quête de l'homme à la recherche d'un nouveau style de vie. En ce sens, la position des chrétiens qui interprètent la réalité seulement d'un point de vue socialiste apparaît comme a-historique. D'un autre côté, parce qu'elle ne s'identifie avec aucune idéologie, la foi aide à comprendre les tendances récentes et la nouvelle mission de la communauté chrétienne, sans nullement nier la nécessité d'une profonde socialisation, partie valable du socialisme.

De toute façon, beaucoup de prêtres et de chrétiens aujourd'hui en Amérique Latine aspirent à une foi qui soit "non-idéologisée", c'est-à-dire non conditionnée par des idéologies, mais qui soit plutôt elle-même un facteur qui les conditionne. Actuellement divers groupes s'intéressent d'une manière notable à une étude du changement social à partir de la foi dans le Christ, sans nier le rôle des idéologies, mais sans non plus les canoniser. Il y a certes dans le clergé et dans la communauté chrétienne un secteur traditionaliste opposé à toute interférence entre la foi chrétienne et la réalité sociale : ce secteur est encore majoritaire. Un groupe d'intégristes, au sens strict du mot, essaie de donner une cohérence intellectuelle à cette prise de position. En sens opposé, il y a aussi un secteur politisé, intégristes de gauche, pour ainsi dire, qui préconisent un engagement politique des chrétiens mais sont en même temps opposés à tout apport de la foi elle-même pour orienter des options sociales. Mais la tendance née du Concile et de Medellín, en constant renouvellement, ne passe par aucun de ces extrêmes.

Cette situation est une invitation à former un plan d'action cohérent qui tire parti de l'ouverture de ce qui avait été jusqu'ici une porte bel et bien fermée. Il ne s'agit pas de revenir à une ère pré-conciliaire dépassée, mais d'aller de l'avant vers un renouveau de la réflexion chrétienne dans le domaine social.

\*\*\*\*\*

N O U V E L L E S

MARXISME/SOCIALISME A LA CURIE

Deux fois par an le Père Général, avec ses Conseillers, les Assistants et les Directeurs des Secrétariats, passe trois jours à la Villa Cavalletti (Frascati) pour y discuter et y approfondir diverses questions de politique générale concernant la Compagnie. En février, avec l'aide pour la première fois de conférenciers venant de l'extérieur, cette session fut entièrement consacrée à une réflexion sur :

- 1) l'attrait du marxisme/socialisme aujourd'hui;
- 2) le mouvement des "Chrétiens pour le socialisme";
- 3) l'analyse marxiste de la société.

Ce qui suit est un résumé sommaire non pas tant des conclusions que des échanges et des points demandant une discussion plus approfondie. Nous le reproduisons ici en espérant qu'il pourra aider d'autres groupes au sein de la Compagnie à discuter de problèmes semblables; en espérant aussi que des lecteurs de PJ nous enverront leurs réactions pour nous aider à poursuivre notre réflexion.

I. - LA SITUATION

A. Importance de la question :

- près d'un tiers de l'humanité, sinon plus, vit sous des régimes communistes,
- en dépit de l'expérience faite par ceux-ci, le marxisme/socialisme exerce un attrait :
  - . en de nombreux pays du Tiers-Monde et dans des pays moins développés du Premier-Monde (catholique)

soit sur les masses populaires,  
soit sur les chefs politiques,  
soit sur les intellectuels (y compris prêtres et religieux)  
dans des pays plus développés  
parmi les étudiants, les professeurs, les intellectuels, les  
prêtres...

B. Eléments positifs :

- 1) lutte contre l'injustice, surtout socio-économique ;
- 2) solidarité effective avec les pauvres ;
- 3) critique en profondeur de la foi, de la religion, de l'Eglise en plusieurs de leurs expressions historiques et culturelles : mise en cause peut-être croissante ;
- 4) union entre théorie-doctrine et praxis (entre foi et histoire) ;
- 5) idéalisme-utopie et engagement concret au plan social et politique ;
- 6) radical, authentique, simple ...
- 7) rejet d'une morale 'superficielle' ; changer non seulement les coeurs mais les structures ; construire une nouvelle société.

C. Eléments négatifs :

- 1) simplifications, analyse et solutions unilatérales ;
- 2) athéisme théorique ou du moins pratique ;
- 3) affaiblissement de la foi et de la pratique chrétienne (théologie fondamentale, christologie, théologie des sacrements...) ;
- 4) rejet de la charité chrétienne au nom de la justice ;
- 5) absolutisation des objectifs et légitimisation des moyens ;
- 6) primauté du 'collectif', de l'idéologie sur la personne ;
- 7) primauté du socio-économique sur les autres aspects de la réalité ;
- 8) absence d'esprit critique par rapport à ses propres positions.

II. - Les CONSEQUENCES

A. Questions préliminaires

- est-ce le capitalisme ou le socialisme qui est le meilleur pour les pauvres ?
- y a-t-il une 'troisième voie' ?
- s'il y en a une, quel est le rôle de l'Eglise ?
- l'attrait exercé par le marxisme/socialisme est-il une pure tentation ou un signe des temps ?
- y a-t-il une incompatibilité inévitable ou une possibilité de transformation ?
- combattre le communisme de l'extérieur ou le transformer de l'intérieur ?

- dialogue ou isolement ?

B. Conséquences pratiques pour :

- 1) la vie religieuse : authenticité, radicalisme, simplicité ?
- 2) la formation ?
- 3) l'apostolat - évangélisation et travail pastoral ?  
- enseignement et apostolat intellectuel ?

LE DECRET 4 EN INDE

En janvier dernier, pendant cinq jours, les Supérieurs Majeurs de la Conférence Jésuite de l'Inde se sont réunis pour une réflexion sur le Décret 4. Ils ont publié leurs conclusions sous la forme de 19 points et de 6 recommandations. Nous donnons ici 3 des 19 points et les 6 recommandations.

- 8) Le Décret 4 nous invite à réexaminer notre style de vie. En dépit d'efforts passés pour un tel réexamen, notre style de vie ne nous a pas encore mis assez près des pauvres. Une forme plus simple de vie est requise par notre vœu de pauvreté; elle développera en nous un sens de la solidarité avec les pauvres et les opprimés. Ceci, entre autres, signifiera que l'on est prêt à ne pas utiliser pour soi le facile accès au pouvoir que nous avons souvent, que nous sommes prêts à cultiver la valeur évangélique du partage. Qu'un plus grand nombre de jésuites soient encouragés à faire l'expérience de la vie dans les secteurs les plus démunis de notre société.
- 15) Nos oeuvres de développement doivent être avant tout orientées vers la suppression des causes d'injustice; elles ne doivent pas se limiter aux efforts faits seulement pour alléger les souffrances des victimes de l'injustice. Les mesures d'aide, indispensables en temps de détresse, ne devraient pas être ce qui caractérise notre ministère social. Il faut encourager les essais visant à créer de nouveaux modes d'apostolat social. On devra faire tous les efforts possibles pour rechercher et utiliser les ressources que l'on peut trouver sur place afin de diminuer notre dépendance par rapport aux fonds étrangers.
- 16) On ne devra jamais minimiser l'importance du travail d'évangélisation directe. Dans la promotion de la justice, notre travail sacerdotal est essentiellement de guider et d'animer la communauté plutôt que de tout faire par nous-mêmes.

Recommandations aux Provinciaux de l'Inde

- 1) On invitera un groupe d'hommes compétents à réfléchir à la situation nationale et à l'évaluer à la lumière de l'Évangile.

- 2) Des cours devront être organisés pour ceux qui sont effectivement engagés dans un travail de développement afin de les former aux implications théologiques du Décret 4 de la 32e CG et à une analyse socio-économique de la société.
- 3) Nos facultés de théologie devront publier une série d'études pour nous aider à mieux comprendre les implications théologiques du Décret 4.

#### Recommandations aux Supérieurs Majeurs de l'Inde

- 4) Chaque Provincial devra nommer deux ou trois jésuites compétents pour développer des contacts plus étroits avec ceux qui se consacrent à la justice, qu'ils soient engagés dans la vie publique ou qu'ils soient des hommes bien informés de la situation socio-politique. Ceci nous rendrait plus à même de poursuivre notre réflexion sur la situation nationale et de faire connaître notre point de vue à ceux qui ont quelque influence sur les affaires publiques.
- 5) Dans chaque Province on choisira et formera des hommes en vue d'une analyse socio-économique de la société.
- 6) D'ici un an, chaque Province devra évaluer ses oeuvres de développement pour voir si elles visent à supprimer les causes d'injustice plutôt que de venir seulement en aide aux victimes de l'injustice et si elles rendent les personnes et les communautés capables de devenir les artisans de leur destin plutôt que les objets de notre charité.

#### REFLEXION ET ACTION CONCERNANT LA JUSTICE AUX USA

Invité par la Conférence Jésuite des Etats-Unis pendant la première quinzaine de février, le P. Ivern a assisté à une série de rencontres à Washington et à St. Louis; ces réunions visaient à créer aux Etats-Unis un "pôle" du réseau international de la Compagnie pour la promotion de la justice au service de la foi.

Du 4 au 6 février, il rencontra les Consultants et les membres du Woodstock Theological Center pour discuter de leur projet sur les droits humains : besoin et pouvoir dans un monde interdépendant. Ce projet sera réalisé par un groupe de jeunes jésuites théologiens ayant déjà reçu une formation en sciences sociales. Ils travailleront en étroite collaboration avec d'autres groupes de recherche et d'action sociale, en particulier avec le Center of Concern de Washington (voir le paragraphe suivant).

Après cette réunion, on discuta de ce que devrait être un "pôle" américain et des moyens de le développer avec des représentants de la Conférence

Jésuite et d'organisations telles que Jesuit Missions, le Bureau National des Ministères Sociaux, le Woodstock Theological Center et le Center of Concern. Le Président de la Conférence Jésuite, le P. Jim Connor, proposa que tous ceux qui avaient participé aux discussions de février continuent à se réunir pendant deux heures tous les quinze jours jusqu'à la fin d'avril, dans un effort visant à développer davantage le "pôle" américain réflexion/action et à mieux définir son mode de travail. Pendant la première semaine de mai, le groupe se réunira de nouveau pour un examen des progrès réalisés et pour planifier la phase suivante.

#### LE "CENTER OF CONCERN"

Le Center of Concern de Washington a célébré l'année dernière le cinquième anniversaire de sa fondation. Comme le Secrétariat Social vient de recevoir une petite brochure contenant un rapport sur le travail des cinq dernières années, cela nous semble une bonne occasion d'envoyer nos félicitations et de rendre hommage aux services très précieux rendus par ce Centre. Ceux qui reçoivent CENTER FOCUS les connaissent bien. Les autres peuvent avoir cette publication ainsi que le rapport sur les cinq dernières années en écrivant à : Center of Concern, 3700 13th Street, N. E., Washington, D. C. 20017, USA.

Les plans pour l'avenir comprennent des travaux en cours sur un nouvel ordre économique international, le développement des ministères des femmes dans la vie de l'Eglise, capitalisme/socialisme et le défi de la justice, le chômage aux USA et dans le monde. Les projets à réaliser comprennent une ré-évaluation de Populorum Progressio dix ans après, une confrontation du problème des "besoins humains essentiels" avec une justice sociale globale, et ceci en rapport avec le chômage mondial et les multinationales, la prise en charge d'une enquête sur l'impact des religions du monde sur les femmes et sur le développement. Nos meilleurs voeux pour la réalisation de ce programme au P. Bill Ryan, directeur du Centre, et à son équipe si efficace !

#### UNE VIEILLE UNIVERSITE A LA PAGE

Bien que Campion Hall, à Oxford, ait perdu une partie de son toit dans un incendie récent, ceci n'a pas empêché le Master et son équipe de chercher à vivre avec le monde d'aujourd'hui et avec le besoin qu'il a de justice et de développement. Au mois de juillet dernier, Campion Hall a abrité quelques 35 personnes, hommes d'affaires, prêtres et universitaires qui passèrent une semaine à discuter des Valeurs chrétiennes dans la société moderne, avec une attention particulière portée aux conflits s'élevant entre groupes économiques et entre nations.

Pour passer des mots aux actes, le Master, le P. Winterborn, est actuellement très pris par la recherche d'argent pour des bourses permettant

à des gens travaillant les problèmes de production agricole dans les pays en voie de développement de passer un certain temps à Oxford pour leurs études ou leurs recherches. On envisage deux grands types de bénéficiaires : soit des professeurs de science agronomique, soit des gens ayant déjà une certaine formation universitaire (ordinairement niveau premier cycle) et travaillant actuellement à la production agricole ou à la direction d'entreprises, particulièrement de coopératives, s'occupant de produits agricoles. La préférence sera donnée aux jésuites, aux prêtres diocésains ou aux religieux, mais les laïcs ne sont pas exclus. Si vous avez quelque candidat à proposer - ou une aide financière à offrir -, écrivez à : Fr. B. Winterborn SJ, Campion Hall, Oxford OXI LQS, UK.

### UNE LITTÉRATURE SUBVERSIVE

Il y a maintenant trois mois que la station de radio DXBB de la Prélature Catholique de Malaybalay (Bukidnon, Philippines) était envahie par la police et fermée. Peu après ANG BANDILYO, le bulletin de la Prélature en langue Visayenne, était lui aussi obligé de se taire. Tous deux étaient qualifiés de "subversifs". En de telles circonstances, comment un pasteur peut-il communiquer avec son troupeau, surtout quand celui-ci est dispersé dans une immense zone rurale d'accès difficile ?

L'Evêque jésuite, Francisco Claver, a trouvé deux solutions. La première est le "journal Mural", publiquement affiché dans l'enclos de l'église. Plusieurs ont paru et, jusqu'ici, la police les a laissés. La seconde est le recours à la Lettre Pastorale. Actuellement Mgr 'Cisco' en écrit une par semaine. Voici un court extrait d'une récente Lettre :

"Pourquoi faut-il que lorsqu'on essaie de faire quelque chose au sujet de graves injustices sociales on crie immédiatement " 'communisme, révolte, subversion' ? Telle est notre expérience aux Philippines. C'est aussi l'expérience d'un nombre incalculable d'hommes et de femmes dans des pays aussi éloignés que le Brésil, le Chili, la Corée du Sud, la Rhodésie, la Malaisie et en tant d'autres nations du monde. Et ces hommes et ces femmes sont les victimes d'une accusation facile à porter. Tout ceci me plonge dans l'étonnement. Est-ce que les communistes ont fait leur ce qui, de droit, nous appartient éminemment à nous chrétiens ? En est-il ainsi simplement parce que nous, chrétiens, avons manqué à un point essentiel de notre foi ? Comment expliquer autrement cet étrange phénomène ? "

Le mois dernier, le P. Gus Nazareno, éditeur du bulletin et directeur de la station de radio, a été convoqué devant une cour militaire et accusé avec 208 autres personnes (dont deux jésuites) d'incitation à la sédition. Parmi les treize documents cités et retenus comme "injurieux ... subversifs... utilisés pour inciter à la rébellion ... et pour dresser le peuple contre les autorités légales" figurait celui-ci :

"(8) Feuillet polycopié et sans titre, où l'on peut lire les lignes suivantes :

'Malheur à ceux qui décrètent des décrets d'iniquité, qui écrivent des rescrits d'oppression pour priver les faibles de justice et frustrer de leur droit les humbles de mon peuple, pour faire des veuves leur butin et dépouiller les orphelins. Que ferez-vous au jour du châtement, quand le malheur viendra de loin ? Vers qui fuirez-vous pour demander secours et où laisserez-vous vos richesses ? '''

PJ n'offre aucune récompense à ceux qui identifieront ce texte !

LA RELATIVE EFFICACITE DE LA NON-VIOLENCE EVANGELIQUE

Tel est le titre d'une thèse inhabituelle soutenue le mois dernier à la Grégorienne. L'auteur, John Auping, jésuite hollandais devant travailler au Mexique, a fondé sa recherche sur l'influence qu'a eu le réveil religieux sur l'abolition de l'esclavage en Amérique du Nord au siècle dernier. L'attitude évangélique des abolitionnistes non-violents s'est montrée plus efficace que la 'tactique de guérilla' des abolitionnistes violents. Dans un contexte plus moderne et assez différent, la récente biographie de César Chavez par Jacques Levy aboutit aux mêmes conclusions.

\*\*\*\*\*

P U B L I C A T I O N S

LA SECURITE NATIONALE

- (1) La Doctrina de la Seguridad Nacional, JOSEPH COMBLIN (Mensaje, mars-avril 1976, pp. 96-104). C'est un article de base, dont beaucoup d'autres ont ensuite été tirés. Le sujet a été traité d'une manière un peu différente en anglais dans America du 21 février 1976.
- (2) Versão latino-americana de segurança nacional, JOSE COMBLIN (Cadernos do CEAS, novembre-décembre 1976, pp. 58-63). Une version abrégée et légèrement différente de cet article a été publiée, à partir d'un texte espagnol, dans America Latina (CEFRAL, Paris, mai 1976). L'article est suivi de Por que os militares ?, étude critique d'un livre récemment publié au Brésil par IVAN ZANONI HAUSEN.

- (3) Répression contre l'Eglise et progression du néo-fascisme, GONZALO ARROYO SJ (Etudes, janvier 1977, pp. 25-44).
- (4) Política y Justicia - Teoría de la Seguridad Nacional, LUIS CARLOS BERNAL SJ (Revista Theologica Xaveriana, n. 4, 1976, Bogotá, pp. 365-386). Tout ce numéro est consacré à l'étude de la foi et de la justice et renferme plusieurs autres articles fort utiles.
- (5) Los Cristianos y la Seguridad Nacional, Editorial (Mensaje, décembre 1976, pp. 612-615). Etude précise et réfléchie.
- (6) Toward a Human World Order: beyond the National Security Strait-jacket, GERALD and PATRICIA MISCHÉ (Paulist Press, New York, 1977). Point de vue américain sur le même problème avec des propositions pour une stratégie en vue d'en triompher.

AUTRES SUJETS

- (7) Glaube und Gerechtigkeit als Auftrag der europäischen Christen, PEDRO ARRUPE SJ (Katholischen Missionen, mars-avril 1977, pp. 45-50). Texte du discours du Père Général à Francfort en novembre 1976 (cf. News and Features, 30 décembre 1976). Cet important discours a aussi été publié dans Geist und Leben.
- (8) The Hunger for Bread and Evangelisation, PEDRO ARRUPE SJ. C'est la seconde et la plus longue des deux interventions du Père Général au Congrès Eucharistique de Philadelphie. Bien que publiée en divers endroits, elle est moins connue que la première. Le Bureau de Presse de la Curie en a publié des textes en anglais, en français et en espagnol. Quelques exemplaires sont encore disponibles pour ceux qui en désiraient.
- (9) Un nuevo marco para la Doctrina Social de la Iglesia, ARTURO GAETE SJ. (Mensaje, février 1977, pp. 20-29). Intéressante étude venant compléter le Document publié dans ce numéro de PJ.
- (10) CEPAS-Carrefour. C'est le bulletin régulièrement publié par le Centre d'Etudes pour l'Action Sociale au Kinshasa. L'éditeur est prêt à l'envoyer à tout lecteur de PJ qui le désirerait. Il suffit d'écrire à : Didier de Failly SJ, 3096 KINSHASA, République du Zaïre.
- (11) If the Eye Be Sound, Dom THOMAS CULLINAN OSB (CIIR, 1 Cambridge Terrace, London NW1, 1976). Ensemble de réflexions sur une spiritualité aidant à changer les structures sociales injustes, particulièrement fait pour les pays développés. Prix : \$ 3.00 ou £ 1.50.

- (12) A Christian Declaration on Human Rights, DR. JURGEN MOLTMANN (Church Alert, novembre-décembre 1976, pp. 24-35). Cet important essai a été rédigé à l'occasion d'une Consultation organisée par l'Alliance Mondiale des Eglises Réformées en 1976 et est le résultat d'un travail de réflexion sur les éléments rassemblés par les Eglises membres au cours de cinq années. Prenant ce texte pour base, les 21 théologiens qui ont participé à cette Consultation en ont tiré une déclaration sur The Theological Basis of Human Rights, publiée dans le même numéro de Church Alert (pp. 17-23).
- (13) Glaube und Gerechtigkeit : überlegungen zur theologischen Begründung von Dekret 4 der 32 Generalkongregation, W. KERBER, K. RAHNER, H. ZWIEFELHOFER (Munich, décembre 1976). Cette étude de 72 pages sur le Décret 4 sera l'un des documents de base utilisés à Pâques 1977 lors de la réunion sur la 32e CG pour la Province de Germanie Inférieure.
- (14) RIO : Reshaping the International Order, JAN TINBERGEN, Co-ord. (E. P. Dutton, New York, 1976). Ce rapport pour le Club de Rome a été rédigé au cours de deux années de travail par 21 spécialistes pour essayer de répondre à la question : quel nouvel ordre international devrait être recommandé aux hommes d'Etat et aux groupes sociaux afin de pouvoir faire face - dans la mesure du possible sur un plan concret et réaliste - aux besoins urgents de la population d'aujourd'hui et aux besoins probables des générations à venir?
- (15) The Counter-Productivity of Violence, DOUGLAS HYDE (Catholic Mind, New York, novembre 1976, pp. 40-48). Article utile du célèbre ancien communiste britannique, basé sur son expérience des pays du Tiers-Monde; publié aussi en Grande-Bretagne dans le numéro de janvier 1976 de The Clergy Review.

\*\*\*\*\*

"Mais les bonnes oeuvres, si importantes et nécessaires soient-elles encore, ne suffisent plus dans le monde d'aujourd'hui. Les pauvres et les affamés n'attendent pas de nous seulement de petits dons inspirés par la charité, mais un appui réel et actif dans leur lutte légitime contre toutes les formes d'oppression et d'injustice. Notre engagement eucharistique nous appelle à un nouveau genre de solidarité, à une identification plus profonde avec les pauvres. C'est là un rôle beaucoup plus exigeant, qui appelle notre action dans un grand nombre de domaines : politique, social, économique. Il faut donc éclairer et mobiliser l'opinion publique, détruire les barrières des préjugés ou de l'indifférence, presser les politiciens et les législateurs d'agir. En grande partie, ce travail pourra paraître ennuyeux et souvent ingrat. Mais il est essentiel si nous aspirons à atteindre des résultats tangibles.

Il y aura même des moments où notre engagement pour la justice dans le monde nous coûtera cher et nous demandera des sacrifices personnels ou collectifs à tel ou tel degré. Alors, pour reprendre courage, nous n'aurons qu'à nous rappeler les premiers chrétiens, qui souffrirent pour leur foi et se faisaient un point d'honneur d'endurer leur sort au nom de Jésus (Acts, 5, 41-42). Nous pouvons également penser à tous ces hommes, femmes et enfants qui, en ce même instant, souffrent, eux aussi, pour la cause de la justice. Quelques-uns sont en prison ou languissent dans des camps de concentration accusés faussement ou sans aucune accusation du tout; d'autres endurent une pénible servitude sous de durs régimes totalitaires, d'autres enfin subissent la torture ou sont envoyés en exil. Beaucoup d'entre eux savent que nous sommes ici aujourd'hui et nous regardent avec espoir. Ne les abandonnons pas! Puisseons-nous, nos Eglises et nos organisations, être connus partout comme les défenseurs impavides des droits humains et de la justice, quel que soit le prix à payer sur le plan matériel, politique ou autre".

PEDRO ARRUPE SJ (Congrès Eucharistique International de Philadelphie (Etats-Unis), 2 août, 1976).

\*\*\*\*\*

---

EDITEUR : M. CAMPBELL-JOHNSTON SJ - J O Y E U S E S P A Q U E S !

---